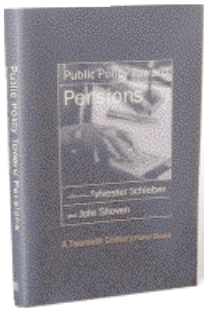


Lawrence Thompson

Older & Wiser
The Economics of Public Pensions

Urban Institute Press,
Washington, D.C., 1998,
192 pages, 59,50 \$ (toilé),
23,95 \$ (broché)



Sylvester J. Schieber
et John B. Shoven
(Directeurs de
publication)

Public Policy
Toward Pensions

MIT Press, Cambridge,
Massachusetts, 1998,
xiii + 338 pages, 40 \$ (toilé)

DES DEUX VOLUMES présentent des points de vue intéressants et complémentaires sur des aspects importants de la réforme des pensions. Le livre de Lawrence Thompson peut être considéré comme un ouvrage de base concis, clair et accessible sur l'économie des régimes de retraite publics. Il rectifie les nombreuses idées fausses qui ont circulé récemment sur les avantages et les inconvénients des régimes par répartition à prestations déterminées (selon lesquels les recettes courantes sont censées financer les obligations courantes, et le montant des prestations est calculé selon le salaire et les années de service), par comparaison avec ceux des régimes par capitalisation intégrale à cotisations déterminées (selon lesquels les prestations ne sont pas fixées à l'avance, les bénéficiaires recevant une rente correspondant à la somme de leurs cotisations et des intérêts accumulés).

Le recueil d'essais publié par Sylvester Schieber et John Shoven porte essentiellement sur les problèmes de pensions auxquels les États-Unis sont confrontés à cause du vieillissement de leur population et dans le contexte des différentes politiques qui ont influé sur les régimes de retraite publics et privés au cours des vingt-cinq dernières années. Mais cet ouvrage met aussi en lumière les questions d'ordre fiscal et réglementaire que les pays procédant à une refonte totale de leurs régimes doivent résoudre pour amener le secteur privé à devenir un pilier du système d'épargne-retraite.

M. Thompson énonce clairement les rouages microéconomiques et macroéconomiques de la réforme des régimes de retraite publics. Il examine l'impact économique et social des différents types de régimes publics, leurs implications sur les finances publiques et la mesure dans laquelle ils assurent efficacement des revenus de retraite adéquats dans un monde incertain, et il identifie les divers facteurs qui déterminent la viabilité d'un régime donné dans un contexte donné. Au-delà des considérations économiques, il souligne que la situation sociale, culturelle et institutionnelle contribue largement à la solidité et à la viabilité d'un régime de retraite public. Il observe, par exemple, que «les systèmes qui semblent fonctionner assez bien dans un contexte institutionnel donné peuvent se révéler désastreux dans un autre». L'auteur note que des facteurs politiques ont eu un impact négatif sur les régimes par répartition à prestations déterminées dans certains pays, et que «la dynamique des opéra-

tions du secteur privé» pourrait également nuire aux nouveaux régimes par capitalisation intégrale à cotisations déterminées.

Enfin, M. Thompson formule plusieurs observations importantes : 1) si certaines critiques des régimes par répartition à prestations déterminées sont valables, d'autres sont exagérées ou dénuées de fondement économique; en particulier, il n'est guère prouvé qu'en soi, la capitalisation préalable accroît le taux d'épargne d'un pays ou réduit les coûts économiques d'une population vieillissante; 2) en raison du vieillissement de la population, il est fort probable que la réforme des pensions nécessitera un relèvement de l'âge de la retraite et une réduction des prestations; en révisant les modalités de financement des pensions, on peut modifier la répartition des coûts sans influencer nécessairement sur leur ampleur; 3) l'impact des cotisations de sécurité sociale ou des impôts sur la compétitivité internationale et sur l'offre de main-d'œuvre demeure indéterminé; mais rien ne prouve que le financement d'un régime — qu'il soit entièrement capitalisé ou non — détermine l'ampleur de la réduction de l'offre de main-d'œuvre et de l'incitation à la fraude fiscale; et 4) on ne s'intéresse pas suffisamment aux inconvénients des régimes de retraite par capitalisation intégrale à cotisations déterminées, notamment au surcroît de risque et d'incertitude qui plane sur les revenus éventuels des participants à ces régimes et au fait que leur administration sera plus coûteuse.

MM. Schieber et Shoven consacrent la plupart des chapitres de leur livre aux effets microéconomiques et macroéconomiques des régimes de retraite existant aux États-Unis. Ils examinent en particulier : l'impact du régime fiscal actuel des pensions sur les taux d'épargne individuel et national, ainsi que sur le préfinancement des régimes à prestations déterminées; les facteurs incitant les employeurs à maintenir ce régime ou à adopter un système à cotisations déterminées; l'incidence des plans d'épargne-retraite individuels (*401 (k) plans*) sur le taux d'épargne des ménages et sur le taux d'épargne national; l'impact des garanties publiques actuelles des prestations de retraite privées sur le passif éventuel total de l'État et sur la perspective d'une participation continue des employeurs aux régimes à prestations déterminées; et, enfin, la question de savoir si les régimes de retraite publics existants imposent au secteur public des montants excessifs de passifs non capitalisés.

Dans d'autres chapitres, les auteurs se demandent si le cadre actuel de la politique des pensions aux États-Unis permet de répondre adéquatement aux besoins d'une population qui vieillit rapidement, et si le financement des régimes de retraite du secteur privé est suffisant. MM. Schieber et Shoven examinent par ailleurs les chances pour les baby-boomers d'obtenir des revenus de retraite suffisants, ainsi que les types d'ajustements qui seront nécessaires pour ce groupe — consistant à réduire soit les salaires actuels, soit les futures prestations de retraite.

Pourtant, le message central du livre de MM. Schieber et Shoven est le suivant : depuis l'adoption de la loi de 1974 sur la sécurité du revenu de retraite (*Employee Retirement Income Security Act — ERISA*), les autorités ont déployé des efforts excessifs pour

réduire au minimum les conséquences budgétaires à court terme du traitement fiscal des pensions. Par conséquent, les régimes de retraite existants sont devenus gravement sous-capitalisés, ce qui pourrait entraîner la chute du niveau de vie des retraités après 2010. En outre, la popularité croissante des régimes à cotisations déterminées est certes avantageuse dans une certaine mesure, mais ces régimes ne couvrent pas une grande partie de la population active, ce qui risque d'accroître ultérieurement les inégalités entre les retraités. Par conséquent, les auteurs soulignent la nécessité de veiller à ce que le cadre fiscal et réglementaire favorise la croissance de l'épargne à long terme qui est indispensable face au vieillissement de la population. Les politiques fiscales doivent être réorientées de manière à encourager le financement adéquat

des régimes de retraite fournis par les employeurs et à stimuler l'épargne des ménages. Il faudrait aussi réformer les politiques publiques relatives à l'assurance des régimes à prestations déterminées pour éviter à l'avenir une croissance exponentielle des engagements non capitalisés de la *Pension Benefit Guaranty Corporation (PBGC)* et empêcher que des entreprises bien gérées financièrement cessent d'être couvertes par cet organisme. La conclusion de MM. Schieber et Shoven peut se résumer en ces termes : «Si les baby-boomers arrivent à la retraite sans avoir suffisamment épargné pour subvenir à leurs propres besoins, ils coûteront probablement très cher au reste de la société en essayant de maintenir un niveau de consommation qui, en réalité, dépassait déjà leurs moyens quand ils travaillaient.»

Peter S. Heller

NOTANT qu'en Afrique, le développement marque un retard par rapport à celui des autres régions du monde, Yves Ekoué Amaïzo (qui est de nationalité togolaise et a beaucoup écrit sur l'investissement dans les pays en développement et la compétitivité de ces pays) examine si la mondialisation peut permettre à l'Afrique d'assurer son décollage. Il analyse en détail les accords commerciaux entre l'UE et les pays en développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et étudie, outre le nouvel ordre mondial caractérisé par le libre-échange, les facteurs sociopolitiques qui jouent un rôle dans la plupart des économies africaines.

L'ouvrage représente un effort louable de la part de l'auteur qui a pris grand soin de documenter sa thèse par nombre de statistiques et de textes de référence, dont des publications du Programme des Nations Unies pour le développement, de la Banque mondiale et du FMI. Souvent, toutefois, l'approche manque de rigueur et souffre de l'absence de fil conducteur. Le résumé, l'introduction et la conclusion contiennent une critique virulente de l'orthodoxie libérale dominante, qu'il qualifie de «pensée unique», ainsi qu'une condamnation sans réserve du FMI qui

impose des politiques d'ajustement structurel et maintient la suprématie des pays industrialisés sur les pays en développement. Cependant, l'auteur s'efforce surtout en fait de justifier la nécessité, à vrai dire impérieuse, pour l'Afrique de relever le défi de la mondialisation. Il avance en outre l'argument capital que les accords commerciaux régionaux ne devraient représenter qu'une étape transitoire vers une intégration plus poussée dans l'économie mondiale. En même temps, il semble reprendre la vieille approche dirigiste (fondée sur la planification et le contrôle par l'État de l'économie), estimant que le système de l'ONU (sans doute l'ONUDI où il travaille) peut contribuer à identifier les avantages comparatifs des pays en développement et à promouvoir la spécialisation du commerce international en partenariat avec des sociétés privées.

En résumé, si l'ouvrage contient une discussion stimulante des défis économiques que doit relever l'Afrique à la fin du XX^e siècle, son message est à la fois peu clair et plutôt artificiel. L'auteur aurait été plus convaincant s'il avait donné une analyse systématique de ce qu'il faut entendre par «globalisation» (avec ou sans guillemets) et suivi une approche plus structurée.

Philippe Beaugrand

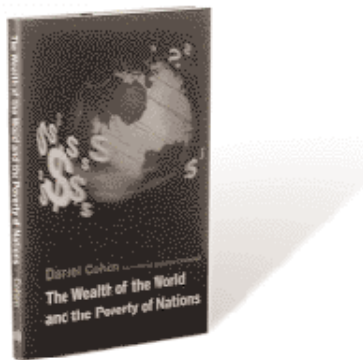


Ives Ekoué Amaïzo

De la dépendance à l'interdépendance

Mondialisation et marginalisation :
une chance pour l'Afrique

L'Harmattan, Paris, 1998,
431 pages, 240 F (broché)



Daniel Cohen

Richesse du monde, pauvretés des nations

Flammarion, Paris, 1997, 166 pages, 95 F (broché)

Traduit par Jacqueline Lindenfeld :

The Wealth of the World and the Poverty of Nations

MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 1998, xii + 136 pages, 27,50 \$ (toilé)

DANS SON ÉTUDE, que résume bien le titre qu'il lui a donné, Daniel Cohen touche à la fois à l'économie, la sociologie et la science politique dans une réflexion provocatrice sur l'actuel phénomène économique apparemment paradoxal que l'on appelle mondialisation. Le monde s'enrichit à une vitesse jusque-là insoupçonnée. Cependant, si les pays pauvres deviennent plus riches, tirant pleinement parti de l'accès aux marchés mondiaux que permet la mondialisation, les pays riches semblent s'appauvrir. D'après M. Cohen, il est faux de penser que le commerce enrichit les pays pauvres et appauvrit les pays riches et que la mondialisation se fait au dépens des travailleurs de ces derniers.

Les pays riches croient à tort qu'ils sont menacés par un péril extérieur et que la solution est de dresser des barrières protectionnistes pour protéger leur main-d'œuvre assiégée. En même temps, la concurrence internationale fragilise l'État providence, car les gouvernements qui s'emploient à rééquilibrer des finances publiques dont le déficit est financé à l'aide de ressources extérieures ne semblent plus pouvoir, ni vouloir, protéger la

société dans son ensemble. Une autre erreur que véhicule le spectre de la mondialisation est que les démocraties doivent internationaliser la vie politique. Selon M. Cohen, les problèmes sociopolitiques demeurent obstinément et profondément locaux.

Les pays riches traversent bel et bien une crise, mais le vrai danger vient de l'intérieur. Cette crise se manifeste, en Europe, par un chômage élevé et, aux États-Unis, par un écart croissant entre les salaires et la multiplication des travailleurs qui se situent en deçà du seuil de pauvreté. Cependant, il est impossible de l'imputer aux pays qui peuvent financer leur développement à l'aide du marché mondial. Peut-on croire, ajoute M. Cohen, que l'appauvrissement des pays occidentaux tient à des échanges avec les pays pauvres, qui ne représentent que 3 % du produit annuel des pays les plus riches?

Le véritable coupable, c'est le cloisonnement et les inégalités croissantes qui caractérisent le climat social, politique et économique à la fin du XX^e siècle. Le chômage dans les pays riches s'explique par la baisse profonde, et sans doute irréversible, de la demande de main-d'œuvre non spécialisée. Pour acquérir le niveau d'éducation, de formation et de qualification qu'exige la révolution informatique, que M. Cohen appelle la troisième révolution industrielle, les travailleurs suivent de plus en plus des programmes de recyclage. La mondialisation n'est que l'un des éléments, important certes, de la révolution informatique qui récompense ceux qui bénéficient d'une éducation et d'une formation très solides et marginalise ceux qui ne peuvent s'adapter faute d'avoir les compétences voulues. Quoi qu'on fasse pour l'éducation des générations futures, précise M. Cohen, le destin des travailleurs peu qualifiés est déjà scellé.

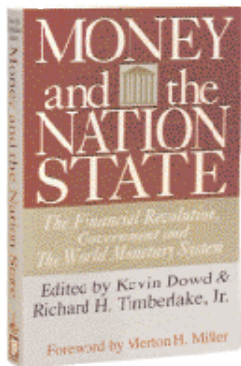
Le cloisonnement de la vie économique s'accompagne d'un bouleversement analogue au niveau de la prise de décision à l'échelon national. Le keynésianisme, qui a été à la base de la politique des pays riches après la seconde guerre mondiale, est maintenant en crise, et il est très tentant,

bien que cela soit perfide, de tenir la mondialisation pour responsable de ce problème.

L'État providence cède la place à un État grevé de dettes. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les intérêts au titre de la dette publique représentent le principal poste de dépenses publiques. L'assainissement budgétaire observé dans nombre de pays s'explique non par la crainte de l'inflation ou le niveau du déficit extérieur, mais exclusivement par la contrainte que la dette publique risque d'exercer sur les recettes de l'État. Il est vrai que, grâce à la mondialisation financière, les pays peuvent financer plus facilement leur déficit, ce qui les rend vulnérables aux décisions des investisseurs extérieurs. Cependant, dans le cas des régimes de sécurité sociale par répartition (très courants en Europe), les créanciers et les débiteurs — les inactifs et les travailleurs — sont des acteurs intérieurs. Il n'y a alors aucune place pour la mondialisation financière, et il est absurde et démagogique de blâmer la globalisation pour les difficultés que les pays riches éprouvent à résoudre leurs problèmes internes de répartition. Ni la régulation macroéconomique, ni la lutte contre les inégalités, ne sera possible sans que le gouvernement retrouve la maîtrise des dépenses publiques.

L'auteur, qui est doté d'une connaissance sans faille et impressionnante de la théorie et des principes économiques et d'un style clair et expressif, demande aux démocraties de réexaminer leur assise politique dans un plaidoyer séduisant et présenté avec élégance — et, il faut bien l'admettre, ardemment idéaliste. Même dans le monde d'aujourd'hui caractérisé par de nouvelles inégalités, les gouvernements ne doivent pas se dérober à leur responsabilité fondamentale qui est d'assurer à tous (c'est-à-dire sur leur territoire) la sécurité politique et économique. À un moment où l'économie ne sert plus à renforcer les liens sociaux, signale M. Cohen avec un optimisme prudent, les pays occidentaux pourraient recommencer à réfléchir en termes politiques.

Sara Kane



Kevin Dowd et
Richard Timberlake
(Directeurs de
publication)

Money and the Nation State

**The Financial Revolution,
Government, and the World
Monetary System**

Transaction Publishers, New
Brunswick, New Jersey, 1998,
viii + 431 pages, 39,95 \$ (broché)

MONEY AND THE NATION STATE est un recueil d'essais sur des thèmes monétaires et bancaires. L'ouvrage se subdivise en trois parties : l'histoire du système international contemporain, la monnaie et les banques centrales de nos jours, et les principes de base de la réforme monétaire et bancaire.

Des cinq chapitres consacrés aux questions historiques, c'est le premier qui présente le plus d'intérêt. David Glasner montre de manière persuasive que la frappe des monnaies n'est pas un monopole naturel de l'État et fait valoir que, dans ce domaine, les monopoles publics se sont développés pour des raisons de sécurité, car ils donnaient de meilleures chances de survie aux nations qui les détenaient. De fait, les gouvernements qui s'étaient forgé une réputation de stabilité des prix en temps de paix étaient mieux à même d'augmenter leurs recettes de seigneurage face aux difficultés en temps de guerre.

Dans le troisième chapitre, Leland Yeager retrace l'histoire du système monétaire international depuis l'époque de l'étalon-or, en passant par l'effondrement du système de Bretton Woods, jusqu'à l'après-Bretton-Woods. Il conclut par une réflexion sur cette absurdité du système actuel : la monnaie fiduciaire, au niveau national, ne repose sur aucune valeur définie. Il ne propose pas nécessairement de revenir à l'étalon-or, mais préconise au contraire une formule radicale pour privatiser le système monétaire. L'État désignerait une nouvelle unité de compte, définie par rapport à un ensemble de biens et de services suffisamment vaste pour que le niveau global des prix couverts demeure relativement stable, les banques privées étant chargées de l'émission des billets et des dépôts mobilisables par chèque. Il n'est toutefois pas évident qu'un tel système soit facilement opérationnel.

La deuxième partie du livre aborde certaines questions d'actualité. Le chapitre 8 présente à cet égard un intérêt particulier. L'analyse que fait Alan Reynolds d'un sujet controversé est assez convaincante, mais laisse toutefois à désirer sur le plan méthodologique. Se fondant sur des situations qui se sont produites dans différents pays — « tigres » d'Asie, Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Israël, Jamaïque, Maurice, Mexique et Philippines —, il cherche à démontrer que le FMI impose à ses pays membres en quête d'assistance financière des remèdes pires que le mal lorsqu'il les incite ou les force par la pression à accroître la fiscalité et à dévaluer leur monnaie. Cet argument est valable à plusieurs égards. Les pays peuvent en effet avoir avantage à alléger les impôts s'ils ont déjà un niveau de fiscalité élevé — leur capacité à mobiliser des recettes s'accroît du fait

que la réticence à payer des impôts diminue et que, dans le même temps, l'incitation à travailler et à produire augmente, ce qui a une répercussion positive sur la croissance du PIB. S'agissant de la dévaluation, M. Reynolds fait valoir qu'elle tend souvent à aggraver les pressions inflationnistes, par exemple en alourdissant les déficits budgétaires.

On peut facilement réfuter ces arguments en montrant qu'ils ne font pas suffisamment entrer en ligne de compte d'autres variables qui affectent l'inflation, les recettes fiscales réelles, le ratio recettes fiscales/PIB et l'expansion économique. Mais, si l'on confronte les arguments théoriques de M. Reynolds en faveur d'une faible fiscalité et de la stabilité des taux de change nominaux et les faits historiques qu'il cite à l'appui, il est plus difficile de nier la validité de ses conclusions. Il est raisonnable d'en déduire que les pays ont tout à gagner à améliorer la couverture et l'administration de leur fiscalité tout en la maintenant à des taux modérés (c'est-à-dire en abaissant les taux dans certains cas), de même qu'à préserver de façon crédible la stabilité de leur taux de change nominal. En revanche, M. Reynolds n'explique pas suffisamment, ni impartialement, pourquoi le FMI préconise parfois d'augmenter la fiscalité et de dévaluer la monnaie. Il ne donne donc qu'une vision incomplète de ce qu'il qualifie d'« approche du FMI ».

Dans sa troisième partie, l'ouvrage aborde des questions plus spécifiques et sans doute plus controversées encore. Par exemple, le droit pour les banques privées de fournir de la monnaie à l'économie, y compris celui de battre monnaie, est un sujet à l'ordre du jour depuis quelques années, que Lawrence White envisage au niveau international (chapitre 12). Il prône la liberté des banques avec des réseaux internationaux de succursales — c'est-à-dire l'intégration internationale de banques libres et l'absence de banques centrales. Les monnaies créées par les banques seraient universelles, et les banques, multinationales. Chaque banque serait responsable de ses propres réserves de trésorerie, et son comportement serait discipliné par le risque de faillite. Tous les pays acceptant les monnaies communes, les flux monétaires (billets et chèques compris) entre pays feraient partie du processus d'ajustement international. On éviterait ainsi le traumatisme causé par une banque centrale dont les réserves s'épuisent durant l'ajustement et qui se voit contrainte d'adopter des mesures discrétionnaires, par exemple en relevant les taux d'intérêt et en restreignant les importations. De l'avis de M. White, dans un tel système, les turbulences monétaires ne seraient pas perturbatrices et n'exigeraient sûrement pas de création ou de destruction accélérée de monnaie comme c'est le cas dans un contexte mondial de systèmes bancaires nationaux. Une unité monétaire de base universelle pourrait voir le jour si les pays en acceptaient tous librement le principe (par exemple sous forme de produit tel que l'or), dans un processus d'offre libre de pressions politiques. L'auteur ne va toutefois pas jusqu'à préconiser un système particulier de monnaie de base.

Cet ouvrage peut constituer un guide précieux pour les lecteurs qui n'ont pas une connaissance approfondie de l'histoire et des théories monétaires et bancaires. Mais même ceux qui sont plus au fait de ces questions y trouveront matière à réflexion, en particulier dans l'introduction et les chapitres rédigés par MM. Glasner, Reynolds et White.

Omotunde E.G. Johnson



Deepak Lal

Unintended Consequences

The Impact of Factor Endowments, Culture, and Politics on Long-Run Economic Performance

MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 1998, x + 287 pages, 45 \$ (toilé)

É TANT DONNÉ les avantages aussi manifestes que la politique économique libérale axée sur la croissance a procurés à nombre de pays, pourquoi tous les pays ne l'ont-ils pas adoptée? Et pourquoi les pays où les ressources naturelles sont abondantes n'ont-ils pas toujours progressé plus vite que ceux qui sont moins bien dotés?

Dans cet ouvrage stimulant, souvent provocateur, inspiré de conférences qu'il a faites en 1995, Deepak Lal analyse le rôle de la dotation en facteurs (terre, travail et capital) en expliquant quand et pourquoi la croissance s'accélère et dans quelle mesure l'individualisme contribue à ce processus. Il examine les conséquences souvent surprenantes de ces deux éléments à travers l'impact que les pays occidentaux industrialisés ont eu sur les autres pays, où les cultures et les croyances religieuses sont innombrables.

M. Lal, qui est professeur d'économie du développement à l'université de Californie, distingue la croissance *au sens d'Adam Smith*, axée sur la division du travail, qui a été en vigueur jusqu'à la révolution industrielle en Europe, de ce qu'il appelle la croissance *prométhéenne* ou moderne, fondée sur la technologie. À la différence de nombreux auteurs qui se sont attaqués à cette question d'un point de vue occidental étroit, il emmène ses lecteurs dans un grand voyage passionnant. Il aborde avec la même assurance la montée du christianisme en Europe, les dynasties Han et Sung en Chine, les caliphats omeyyade et abbasside au Moyen-Orient et l'ascension du Japon et des «tigres» d'Asie. La lecture n'est pas toujours facile et le raisonnement est parfois touffu, mais les efforts déployés sont méritoires.

La supériorité des pays occidentaux a son origine dans un ensemble de convictions, fondées sur la décentralisation politique et l'«esprit curieux hellénique», qui ont stimulé une ère de croissance prométhéenne. En revanche, ni l'Islam sous le califat abbasside, ni la Chine des Sung, n'a pu traduire le progrès culturel en une forte croissance à cause de la domination d'un clergé très orthodoxe qui a été inexorablement à l'origine de l'étroitesse d'esprit de la population.

Le christianisme a par inadvertance encouragé l'individualisme qui est une caractéristique unique des valeurs occidentales. Si le sociologue et économiste allemand, Max Weber, attribue cet individualisme au protestantisme, M. Lal le fait remonter au XI^e siècle, lorsque le pape Grégoire VII a déclaré l'indépendance de l'église de Rome et a ainsi créé le cadre institutionnel qui, en établissant les bases d'un système moderne de gouvernement et de droit,

a permis aux forces économiques des pays occidentaux de se libérer.

Une fois créés, les instruments de la croissance prométhéenne se sont rapidement propagés à l'échelle du monde, y compris dans les sociétés qui n'acceptaient pas les valeurs occidentales. En conséquence, les bases de l'économie de marché et du droit commercial (le droit des contrats et des sociétés) ont été acceptées sur toute la planète. Cette unification s'est faite par l'intermédiaire du commerce et de l'investissement interrégionaux dans une économie mondialisée. En outre, les deux facteurs de production les plus mobiles (le commerce et l'investissement) ont fait l'objet d'une concurrence entre les régions, qui a commencé à limiter le pouvoir de l'État.

La vision de M. Lal n'est pas franchement optimiste. Il souligne que l'excès d'individualisme risque d'avoir des conséquences négatives sur la société occidentale contemporaine. Le déclin des religions a atténué le sentiment de culpabilité sur lequel se fondait la moralité par le passé. L'excès de démocratisation et d'individualisme a affaibli les structures hiérarchiques traditionnelles des sociétés et obligé les nantis à se retirer dans des résidences dotées d'une surveillance de style médiéval et les inquiets à trouver refuge dans des cultes bizarres, qu'il qualifie abusivement d'«écofondamentalisme». Poussée à l'extrême, la promotion par les États-Unis des droits de l'homme et de la démocratie à l'échelle mondiale fait trop penser à l'alliance au XIX^e siècle en Inde et en Afrique entre des missionnaires et des administrateurs pragmatiques qui cherchaient simultanément à sauver des âmes et à apporter la prospérité aux peuples conquis.

En conclusion, M. Lal compte sur le monde non occidental pour contrecarrer ces excès et la tendance des pays occidentaux à opposer occidentalisation et modernisation à tradition et retard. Il soutient que les notions de droits et d'égalitarisme ne sont nullement universelles et que la démocratie n'est pas indispensable au développement. Il envisage un avenir dans lequel les sociétés non occidentales adopteront les solutions occidentales pour parvenir à la prospérité sans perdre pour autant leur âme.

Ces réflexions peuvent paraître quelque peu injustes aux Occidentaux. M. Lal a donné ses conférences à une époque où le miracle asiatique faisait encore sentir pleinement ses effets. Ce n'est pas la faute de M. Lal si ce n'est plus tout à fait le cas aujourd'hui. Il serait intéressant de voir quelles leçons il pourrait tirer de la crise asiatique lors d'une éventuelle réédition de son ouvrage provocateur.

Ian S. McDonald

APPELÉS À EXPLIQUER ce qui s'est passé en Russie, économistes et chercheurs auront besoin de s'appuyer sur des exposés approfondis des sept années de réforme. Ils peuvent fort bien s'inspirer de cet ouvrage d'actualité de Rose Brady, ancien chef du Bureau de *Business Week* à Moscou. Ces lecteurs trouveront le livre utile, mais ils doivent prendre au sérieux cet avertissement de l'auteur : «si le journalisme est un brouillon de l'histoire, ce livre constitue peut-être un deuxième brouillon».

Cet ouvrage dépasse sans conteste les dimensions du journalisme. Il tire sa substance de comptes rendus directs et contemporains de l'évolution de la situation en Russie durant les premières années de la réforme, et de multiples témoignages recueillis auprès de l'homme de la rue et des principaux réformateurs, politiciens et hommes d'affaires. Le texte est bien structuré, avec sept chapitres qui passent en revue, par ordre plus ou moins chronologique, les hauts et les bas de l'effort de réforme depuis la fin de 1991 jusqu'à la fin de 1997.

L'auteur ajoute, en post-scriptum, ses réflexions sur la crise d'août 1998. L'ouvrage identifie les étapes décisives et les erreurs fondamentales qui ont jalonné la réforme. Expression d'un journalisme de qualité, il colore également le récit en donnant la parole aux acteurs — ceux qui ont joué un rôle de premier plan, en oeuvrant dans les coulisses du pouvoir, et les autres, qui ont réagi à ces actions.

Présenter toute une mosaïque d'opinions constitue l'objectif de l'auteur et une vertu essentielle de ce livre. Dans le même temps, M^{me} Brady avertit que ces vues peuvent contraster fortement avec celles des économistes ou historiens professionnels. Le lecteur peut certes considérer que le tableau manque parfois de détails et pêche par défaut d'analyse, laissant fort à faire aux économistes et aux historiens. L'ouvrage laisse néanmoins entrevoir les raisons de l'échec des réformes : absence de consen-

sus politique; opposition destructrice du parlement; hésitations et compromis désastreux du président et des principaux réformateurs, carences de l'État, incapacité à restructurer l'industrie, corruption généralisée et absence d'état de droit. Ces facteurs ont abouti à une situation critique : «L'incapacité des réformateurs à forcer les entreprises et les citoyens russes à payer des impôts n'a guère laissé au gouvernement d'autre choix que de continuer à financer son budget par l'emprunt. Comme tous ceux qui vivent au-dessus de leurs moyens, la Russie s'est retrouvée au bord du gouffre financier. En août 1998, elle y est tombée.»

Pour l'économiste professionnel, l'ouvrage met en relief l'importance des conditions préalables à une réforme économique, la difficulté de procéder rapidement à la réforme des institutions et le danger de surestimer les résultats des mesures. Comme le dit l'auteur, en octobre 1991, «Eltsine a commis une grave erreur en promettant qu'après six mois de transition difficiles, les Russes verraient s'améliorer leurs conditions de vie. Ce pronostic a été démenti. La réforme économique s'est révélée un processus beaucoup plus pénible et beaucoup plus long que ne l'imaginaient Eltsine et les réformateurs.» Sans aucun doute.



Rose Brady

Kapitalizm

Russia's Struggle to Free Its Economy

Yale University Press, New Haven, Connecticut, 1999, xv + 289 pages, 30 \$ (toilé)

Jorge Márquez-Ruarte



ASSEMBLÉE ANNUELLE 1999

du Groupe de la Banque mondiale
et du Fonds monétaire international

Programme des séminaires

Du samedi 25 au mardi 29 septembre
Marriott Wardman Park Hotel
Washington

Pour plus de renseignements, veuillez contacter :
1999 Annual Meetings ■ Program of Seminars
IMF-World Bank Group
Washington, DC 20431 (U.S.A.)

Téléphone : [1] (202) 473-3394 ■ Télécopie : [1] (202) 623-4100
Messagerie électronique : seminars@worldbank.org
Site Internet : www.worldbank.org/html/extldr/pos

LES SÉMINAIRES :

- **Auront lieu** à l'occasion de l'Assemblée annuelle des Conseils des gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.
- **Permettront** aux représentants du secteur privé de dialoguer avec les délégués des pays membres, de hauts fonctionnaires des deux institutions et des participants membres d'organisations non gouvernementales.
- **Viseront** à promouvoir l'esprit de partenariat et le partage de l'information.
- **S'adresseront** à un auditoire de haut niveau : 3.000 délégués, représentants du secteur privé et d'autres organisations non gouvernementales.